

Annexe à la délibération DEL2026_034



Modalités de mise à disposition et de location des salles et bureaux communautaires à compter du 1^{er} mars 2026

1. Champ d'application

Le présent document a pour objet de fixer les modalités de mise à disposition et de location des salles et bureaux appartenant à la Communauté de communes et proposés à l'usage de partenaires extérieurs, notamment :

- La salle de conférence ;
- La salle de formation ;
- Les bureaux de permanence de l'Espace France Services ;
- Les salles et bureaux situés au rez-de-chaussée de l'ancien siège communautaire, avenue du Maréchal Foch.

Ces espaces peuvent être mis à disposition à la demi-journée, à la journée, en soirée, les week-ends et les jours fériés, à la semaine, au mois ou à l'année, selon les besoins exprimés et les disponibilités.

2. Principes généraux de tarification

La mise à disposition des salles et bureaux communautaires repose sur les principes suivants :

- Une distinction entre les usages associatifs, institutionnels et privés ;
- Une contribution financière adaptée à la nature juridique de l'utilisateur et à l'objet de l'occupation ;
- La prise en compte des frais de fonctionnement supportés par la collectivité (fluides, entretien, mobilisation des agents, usure des locaux).

3. Mise à disposition à titre gracieux

Peuvent bénéficier d'une mise à disposition à titre gracieux des salles communautaires :

1. **Les associations intercommunales**, dont l'activité s'exerce à l'échelle du territoire communautaire et répond à un intérêt communautaire avéré (sport, culture, jeunesse, emploi, formation, services à la population).
2. **Les services et organismes relevant d'une mission de service public ou assimilée**, lorsque l'action proposée bénéficie directement aux habitants du territoire, notamment :

Annexe à la délibération DEL2026_034

- Les partenaires institutionnels de France Services ;
- Les structures assurant des permanences ou actions régulières assimilables à un service intercommunal.

La gratuité est conditionnée à l'adéquation entre la nature de l'activité, le public concerné et l'intérêt communautaire.

Peuvent bénéficier d'une mise à disposition à titre gracieux des bureaux :

- Partenaires du Point Justice
- Occupants du bâtiment

4. Mise à disposition à titre payant – Associations

La mise à disposition des salles et bureaux est **payante pour toutes les associations ne présentant pas un caractère intercommunal**, notamment :

- Les associations communales, qui sont invitées à solliciter prioritairement les équipements mis à disposition par leur commune de résidence ;
- Les associations extérieures au territoire communautaire, y compris celles reconnues d'utilité publique.

Un **tarif préférentiel associatif** sera appliqué, tenant compte des frais réels de fonctionnement supportés par la collectivité.

5. Mise à disposition à titre payant – Centres de formation et entreprises

La mise à disposition des salles et bureaux communautaires est réalisée **au tarif plein** pour :

- Les entreprises ;
- Les centres de formation ;
- Plus largement, toute structure privée ou assimilée exerçant une activité économique ou lucrative, y compris lorsque celle-ci est portée par un organisme public.

Ces utilisateurs contribuent ainsi au financement du service et à la réduction du coût global supporté par la collectivité.

6. Cas particuliers et ajustements

Des ajustements pourront être accordés dans des situations spécifiques, notamment :

- Pour des organismes publics ou parapublics proposant des formations ou actions privées ;
- En cas de conventions pluriannuelles d'occupation ;
- En cas de force majeure ou d'intérêt général exceptionnel.

Annexe à la délibération DEL2026_034

Ces ajustements feront l'objet d'une décision expresse du Président de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes.

7. Grille tarifaire

Les tarifs applicables aux différentes catégories d'utilisateurs (associations, structures privées, centres de formation, entreprises) ainsi qu'aux différents types seront fixés par délibération du Conseil Communautaire ; et pourront être révisés annuellement.

8. Entrée en vigueur

Les présentes dispositions entrent en vigueur à compter du 1^{er} mars 2026.

M. Patrice BROUHARD

*Président de la Communauté de
Communes du Bassin de Marennes*

